

RAPPORT N° 2022/2-14
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET

**RESSOURCERIE DE BAGATELLE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE REALISATION.
AUTORISATION DE SOLLICITER LE CO-FINANCEUR.**

Ce rapport s'inscrit dans le projet de mandature sous l'orientation 3 : Mener une politique de transition écologique exemplaire et l'engagement 24 : optimiser les filières de traitement, techniquement et financièrement/ action : créer de nouvelles ressourceries et déchetteries.

La CINOR entend poursuivre sa politique volontariste en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés par le développement de filières de valorisation locales sur son territoire. Bien avant l'échéance et bien au-delà de l'objectif (-10%) fixés par la loi de transition écologique (LTECV), la CINOR a su réduire sa production de déchets (- 14% entre 20210 et 2020) et augmenter la part de déchets valorisés (33%). Ces résultats confortent notre stratégie et nous encouragent à développer nos équipements de proximité en faveur du tri et du réemploi que sont nos déchetteries et nos ressourceries.

Outre la ressourcerie de La Mare à Sainte Marie, les études de réalisation d'un second équipement à Bagatelle Sainte Suzanne se poursuivent en vue du démarrage des travaux cette année. Le chantier devrait durer 11 mois (juillet 22 – juin 23).

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 1 812 784.66 €ht et le coût de la maîtrise d'œuvre à 154 006.65 €ht. Soit un coût total de 1 966 791.31 €ht.

Les crédits sont inscrits au budget général d'investissement sous l'imputation : SU 1502 EN

Il vous est proposé de solliciter le co-financeur (fonds FEDER de l'Europe), pour une contribution de 70% du montant éligible, correspondant à 56% du coût total de l'opération, et selon le plan de financement suivant :

PLAN FINANCEMENT FEDER/ADEME

contributeur	participation financière	part des contributions
coût de l'opération	1 966 791,31 €	100%
Montant éligible FEDER	1 573 433,05 €	80%
UE - FEDER (70%)	1 101 403,13 €	56%
Maître d'ouvrage (dont emprunt, fonds propres...)	865 388,18 €	44%

Les investissements d'équipement, éligibles à un soutien de l'ADEME à hauteur de 70%, feront l'objet d'une nouvelle délibération lorsque le projet d'exploitation sera arrêté.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- M'autoriser à solliciter le co-financeur pour permettre la réalisation des travaux de la Ressourcerie de Bagatelle, sur la base du plan de financement ci-dessus et signer la convention de subvention afférente.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974249740119-20220408-BC2022-2-14-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**DECISION N° 2022/2-14
au Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET

**RESSOURCERIE DE BAGATELLE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE REALISATION.
AUTORISATION DE SOLLICITER LE CO-FINANCEUR.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-14 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE UNIQUE :

D'autoriser le Président à solliciter le co-financeur pour permettre la réalisation des travaux de la Ressourcerie de Bagatelle, sur la base du plan de financement indiqué au rapport et signer la convention de subvention afférente.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-14-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--